



## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE L'ACAF—POUR DIFFUSION IMMÉDIATE** *L'interdiction des armes de poing coûtera cher aux libéraux*

27 juillet 2018

Réagissant à la pression exercée par le Conseil municipal de Toronto et les médias, le gouvernement libéral fédéral a promis d'envisager sérieusement une interdiction nationale des armes de poing, ou à cibler des interdictions dans les villes ou les provinces.

Prenant la parole à White Rock, le président de la NFA Sheldon Clare a dit : « Cette réaction primaire aurait de graves ramifications. Le simple fait d'envisager une telle interdiction montre le mépris de ce gouvernement pour les droits et la propriété des Canadiens. »

« Le terroriste qui a perpétré l'attaque de Toronto, qui a tué deux innocents et blessé de nombreuses autres personnes, ne possédait pas de permis d'arme à feu, pas d'enregistrement, pas d'autorisation et avait une arme volée. C'est un exemple classique de l'échec des lois sur les armes à feu pour empêcher des gens mal intentionnés de commettre des actes malfaisants », a-t-il poursuivi.

« Il était connu de la police, mais aucune loi de contrôle des armes ne l'a empêché, ni même dissuadé, de commettre cet acte de terrorisme. Les lois sur le contrôle ou l'interdiction des armes à feu n'ont rien à voir avec la sécurité publique. Le gouvernement cible la propriété des Canadiens avec un genre de vertu bizarre. La plupart des Canadiens savent que la possession légale d'armes de poing n'est pas un problème. La possession et l'utilisation légales d'armes à feu de tout type n'a rien à voir avec l'utilisation criminelle ou des actes terroristes », a souligné Clare.

« Un gouvernement fédéral libéral a déjà interdit la moitié des armes de poing au Canada en 1995, pour ensuite les confisquer à leurs propriétaires en ayant recours aux permis et à l'enregistrement. Cette histoire, la discussion actuelle sur l'interdiction des armes de poing et le projet de loi gouvernemental C-71 prouvent que les systèmes de permis et d'enregistrement des armes à feu ne sont que des outils pour confisquer la propriété des gens », a poursuivi Clare.

« Il est clair que ce récent projet de loi est une réaction à l'échec d'autres gouvernements libéraux d'établir un registre des armes à feu universel incluant les fusils et les carabines, qui a été éliminé en 2012.

« L'Association canadienne des armes à feu s'oppose vivement à l'interdiction des armes à feu et exige une réforme fondamentale des lois oppressives et déraisonnables sur les armes à feu du Canada. Ces lois n'ont jamais démontré qu'elles permettent de protéger la sécurité publique. Elles servent plutôt à détourner l'attention du public d'autres échecs des politiques gouvernementales. Il est clair que ce gouvernement libéral ne se préoccupe nullement de la sécurité publique et cherche simplement un sujet chaud pour gagner du soutien après diverses gaffes et catastrophes politiques. La NFA va assurer que les députés qui soutiennent d'autres mauvaises lois sur les armes à feu sentent la colère des Canadiens qui possèdent des armes à feu aux bureaux de vote aux prochaines élections », a conclu Clare.

L'Association canadienne des armes à feu est la plus grosse organisation canadienne qui se bat pour les droits des propriétaires d'armes à feu. La NFA est une ONG enregistrée auprès de l'ONU avec un statut de consultation consultative à l'ECOSOC.

**Pour obtenir plus d'information :**

Blair Hagen, vice-président exécutif, Communications, 604-753-8682 [Blair@nfa.ca](mailto:Blair@nfa.ca)

Sheldon Clare, président, 250-981-1841 [Sheldon@nfa.ca](mailto:Sheldon@nfa.ca)

Numéro sans frais au Canada - 1-877-818-0393

Site Web : [www.nfa.ca](http://www.nfa.ca)